

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS datent des 1er et 15 de chaque mois se paient d'avance. LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES trois mois 5 fr. six mois 9 fr. un an 16 fr. AUTRES DÉPARTEMENTS trois mois 6 fr. six mois 11 fr. un an 20 fr. Envoyer avec la demande d'abonnement un bon de poste.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance. Annonces... 25 c la ligne. Réclames... 50 c.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 3. MM. Laffite et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

L'acceptation du 1er numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Été.

Tableau 2. Table with columns for destinations (Cahors, Mercuès, Parnac, Luzech, Castelfranc, Puy-l'Evêque, Duravel, Soturac Touzac, Fumel, Monsempron-Libos) and arrival/departure times for omnibus and poste mixte services.

Cahors, le 31 juillet 1873.

Avant hier mardi, les vacances parlementaires ont commencé à Versailles.

Dans ses deux dernières séances, l'Assemblée nationale a adopté les résolutions dont nous avons parlé, et qui sont si importantes pour l'avenir de notre commerce, et en particulier pour les intérêts de l'agriculture viticole.

L'édifice économique si laborieusement échafaudé par M. Thiers s'est donc écroulé pièce à pièce.

L'Assemblée avait déjà abrogé la loi qui avait établi sur les matières premières un impôt platonique. Maintenant elle a rapporté la loi qui avait mis sur les pavillons étrangers une surtaxe chimérique, et elle a rétabli nos traités avec l'Angleterre et avec la Belgique.

M. Thiers avait fait voter les mesures détestables dont il était le seul auteur, en menaçant de donner sa démission, qu'on a eu bien tort de ne pas accepter le 21 janvier 1872, et aussi en faisant luire aux yeux de l'Assemblée de fausses espérances de recettes impossibles. On peut dire que dans ces deux circonstances la religion de l'Assemblée avait été surprise, et que sa confiance avait été trompée. Elle ne s'est donc pas déjugée en revenant sur ses anciens votes; elle s'est rendue à l'évidence: voilà tout.

Au dernier moment de la session, quand tout était fini, M. de Broglie a donné lecture du Message du maréchal Mac-Mahon.

Nous reproduisons ce document que nous avons donné en dépêche à Cahors, mardi soir, c'est-à-dire quarante-huit heures avant les journaux de Paris.

MESSAGE

DU MARÉCHAL PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

L'Assemblée nationale a décidé qu'elle suspendrait pendant quelques mois ses travaux. Elle peut s'éloigner sans inquiétude. J'ose lui donner l'assurance que rien, en son absence, ne viendra compromettre l'ordre public, et que son autorité légitime sera partout respectée; j'y veillerai, de concert avec le ministère que j'ai choisi dans vos rangs.

Je me félicite de voir que ce ministère est honoré de votre confiance. L'accord si désirable du Gouvernement et de l'Assemblée, a déjà même, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis que vous m'avez remis le pouvoir, fait sentir ses heureux effets. Grâce à cette union, des lois importantes ont pu être votées presque sans débat. Je place au premier rang celle qui assure la défense du pays, donnant une organisation définitive à l'armée que vous saluez, il y a peu de jours, de vos acclamations.

Quand vous vous réunirez de nouveau, un grand événement, impatientement attendu, sera con-

sommé: l'occupation étrangère aura cessé. Nos départements de l'Est qui ont si noblement payé leur dette à la patrie, puisqu'ils ont été les premières victimes de la guerre, et les derniers gages de la paix, seront enfin soulagés d'une épreuve héroïquement supportée, et nous ne verrons plus sur le territoire français, d'autre armée que l'armée française.

Ce bienfait inappréciable est l'œuvre commune du patriotisme de tous.

Mon prédécesseur a puissamment contribué par d'heureuses négociations à la préparer. Vous l'avez aidé dans sa tâche en lui prêtant un concours qui ne lui a jamais fait défaut, et en maintenant une politique prudente et ferme qui a permis au développement de la richesse publique d'effacer rapidement les traces de nos désastres.

Enfin, ce sont nos laborieuses populations surtout, qui hâtent elles-mêmes l'heure de leur libération par leur empressement à se résigner aux plus lourdes charges. La France dans ce jour solennel témoignera sa reconnaissance à tous ceux qui l'ont servie; mais dans l'expression de sa joie elle gardera la mesure qui convient à sa dignité, et elle réproverait, j'en suis sûr, des manifestations bruyantes, peu conformes au souvenir qu'elle conserve des sacrifices douloureux que la paix a coûtés.

Cette paix si chèrement acquise c'est notre premier besoin et notre ferme résolution de la maintenir. Rendue à la complète possession d'elle-même, la France sera mieux en mesure encore qu'auparavant d'entretenir avec toutes les puissances étrangères ses rapports de sincère amitié.

Ces sentiments sont réciproques de leur part, j'en reçois chaque jour l'assurance formelle. C'est le fruit de la sage ligne de conduite que l'Assemblée elle-même, oubliant ses dissentiments intérieurs pour ne songer qu'aux intérêts généraux de la Patrie, a consacré plus d'une fois par l'unanimité de ses suffrages; vous m'approuverez d'y persévérer.

Maréchal de MAC-MAHON, Duc de Magenta.

Voici, d'après le journal le Soir, le compte-rendu de la première séance de la Commission de permanence:

M. Buffet, président de l'Assemblée nationale, pensant que la séance de mardi devait être la dernière, a cru devoir convoquer ce jour-là les membres de la commission de permanence, qui s'est réunie à midi dans le local de la commission du budget.

Le bureau de l'Assemblée était représenté par MM. Buffet, président; Desjardins, Grivart, Cazenove de Pradines, Blin de Bourdon, secrétaires, et Baze, questeur.

Sur vingt-cinq membres de la commission, cinq étaient absents: MM. La Roncière le Noury, Moreau (Seine), de Rainneville, Beau. M. Antonin Lefèvre-Pontalis s'était fait excuser.

M. Buffet, président, dit à ses collègues qu'il a jugé opportun de les convoquer, pour fixer les jours des séances de la commission; suivant lui, et jusqu'à ce que la nécessité de plus fréquentes séances soit démontrée, il pense que la commission devrait se réunir tous les quinze jours.

M. de La Rochefoucauld-Bisaccia déclare partager l'avis de M. Buffet; le jeudi étant le jour ordinairement choisi par les précédentes commissions de permanence, il propose que les séances aient lieu le jeudi, de quinze en quinze jours.

M. de Kergorlay est du même avis que MM. Buffet et La Rochefoucauld-Bisaccia, on sera, dit-il, toujours à temps d'avoir de plus fréquentes réunions.

M. Journault pense au contraire que la commission de permanence doit se réunir tous les huit jours; la situation n'est pas claire, les partis monarchistes comptant sur l'appui du gouvernement ou tout au moins sur son inaction contre leurs menées, ne vont pas manquer d'agiter le pays pour arriver au but de leurs desirs.

M. Pagès Dupont combat la proposition de M. Journault; suivant le député du Lot, une réunion tous les quinze jours est bien suffisante; en tous cas, M. le président de l'Assemblée peut toujours convoquer extraordinairement la commission.

M. Pagès Dupont dit à M. Journault qu'il se trompe sur les idées de la majorité de l'Assemblée; ses membres n'ont nullement l'intention d'intriguer, ils veulent consciencieusement consulter les vœux de leurs électeurs; et ce qui montre que la Commission de permanence n'est pas une commission de parti, c'est que la majorité de l'Assemblée a donné une large part à la minorité dans sa composition.

M. Pagès Dupont espère que M. le maréchal président de la République ne devra pas, comme dût le faire, l'an dernier, l'honorable M. Thiers, venir au sein de la commission de permanence pour la rassurer contre l'agitation que causait la campagne des banquets.

M. de Mahy pense que les coups d'Etat ne sont pas plus à craindre sous M. le maréchal de Mac-Mahon qu'ils ne l'étaient sous M. Thiers.

M. Baze espère que les membres de la commission de permanence, dans l'intérêt général, s'abstiendront de toute question politique.

La commission de permanence décide que les réunions auront lieu tous les quinze jours; par exception la première séance aura lieu le mercredi 13 août, et la seconde le jeudi 28 août.

Revue des Journaux

Patrie.

L'Assemblée doit être satisfaite d'elle-même. Quand les députés se sont quittés au mois d'avril, pour les vacances de Pâques, et plus encore quand ils se sont trouvés réunis le 19 mai, ils se sentaient, nous le savons, affaiblis, désespérés, presque humiliés. La nation les accusait d'incapacité et leur reprochait le trouble dans lequel elle s'agitait; le pouvoir exécutif, qui était la cause première, pour ne pas dire unique, de ce trouble des esprits, voyait avec un certain plaisir cette humiliation de l'Assemblée, et, sans oser dire nettement que la dissolution était nécessaire, faisait volontiers répéter par ses familiers des anti-chambres et des journaux que c'était chose bien difficile de gouverner avec une Assemblée où il paraissait impossible de former une majorité. Les prétendus républicains conservateurs admiraient l'heureux résultat de leurs fesses, et les radicaux, qui, en définitive, profitaient seuls de la triste politique de

M. Thiers, étaient tout glorieux et se voyaient déjà remontés au pouvoir.

Tout est bien changé à l'heure actuelle. L'Assemblée a eu, le 24 mai, un jour de courage; et voilà que les républicains conservateurs, personnages jadis dangereux par leur duplicité et par une sorte de cohésion que leur donnait le gouvernement, sont désunis, divisés, coupés; suivant l'expression du poète « Eux-mêmes ils se cherchent et ne se trouvent plus. » Dans tous les coins de l'Assemblée, on retrouve quelque membre éparé de ce qui fut le centre gauche. Les anciens ministres eux-mêmes ne se tiennent plus par la main; nous les avons vus, dans les derniers scrutins, voter les uns pour le cabinet actuel, les autres contre, tandis que la plupart s'abstenaient. M. Thiers qui, quelques semaines écoulées, n'avait point encore perdu tout espoir de remonter au fauteuil présidentiel, s'étonne et s'afflige de ce spectacle. Lui qui divisait si bien les hommes à son profit, ne comprend pas que les hommes se divisent à son désavantage. Quant aux radicaux, on peut les déclarer défaits et matés. Ils tombent dans la violence et dans l'injure. Chez eux, c'est toujours la dernière incarnation. Cette fièvre ardente est un signe évident et vingt fois constaté de leur mort prochaine.

A travers ce désarroi des néophytes républicains, au milieu de ces convulsions des républicains de naissance, une majorité, cette majorité que M. Thiers déclarait introuvable, s'est formée aisément en deux mois, sans grande pression et comme de son propre mouvement.

Journal de Paris.

Il faut s'attendre à voir commencer prochainement le procès du maréchal Bazaine: la demande de congé adressée par M. le duc d'Aumale au président de l'Assemblée ne laisse aucun doute à ce sujet. On sait que c'est à Compiègne que siègera le conseil de guerre: les membres du conseil seront logés au château. Compiègne a été choisi de préférence à toute autre ville à cause de sa proximité des départements de l'Est, où résident la plupart des témoins cités par l'accusation ou par la défense.

Nous croyons savoir que le rapport du général Rivière, chargé comme on sait de l'instruction de ce grand procès, est conçu en termes sévères. Ce rapport est très volumineux. Il ne formerait pas moins de trois volumes imprimés. On peut juger par là du temps et du labeur qu'il a fallu dépenser pour réunir les documents de toute nature qui ont servi à sa rédaction. Il a fallu notamment que le général instructeur se transportât sur le théâtre des événements militaires auxquels le maréchal Bazaine a pris part comme commandant en chef de l'armée du Rhin; qu'il soumit à un examen critique, fait sur les lieux mêmes où elle s'était accomplie, chacune des opérations de guerre tentée par le maréchal; qu'il cherchât par exemple à savoir si le commandant en chef de l'armée du Rhin avait tiré tout le parti possible des avantages remportés par ses troupes dans les journées du 14 et du 16 août 1870; puis qu'il se demandât en conséquence si la retraite sur Verdun avait été possible.

Il a fallu que le général Rivière fit un travail





